

ÉCONOMIE

Henri Monceau (OIF) : « L'Afrique francophone a un potentiel économique encore inexploité »

Rencontres d'affaires, visites de terrain, accords de coopération... Henri Monceau, directeur de la Francophonie économique et numérique de l'OIF, dévoile à JA le plan d'action de l'organisation au Gabon et au Rwanda.

JA Réservez aux abonnés

7 juillet 2022 à 18:17

Par ***Maheer Hajbi*** - envoyé spécial à Libreville

Mis à jour le 8 juillet 2022 à 12:22



En mars dernier, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a organisé une première mission économique en Asie. « Toutes les activités de la mission économique et commerciale de la Francophonie au Vietnam et au Cambodge se sont très bien passées, avec des premiers résultats concrets et encourageants », commentait Henri Monceau.

En Afrique, une délégation de 100 entreprises et acteurs économiques francophones est mobilisée pour prospector les marchés, réseauter et faire des affaires avec 250 partenaires potentiels à Libreville et à Kigali (du 6 au 13 juillet). Mais cette nouvelle mission économique et commerciale en Afrique centrale (MEAC) ne se déroule pas en terrain conquis. [Le Gabon a rejoint le Commonwealth lors du dernier sommet, tenu fin juin au Rwanda. Désormais, les deux pays font partie du club anglophone dirigé par la reine Elizabeth II.](#)

À LIRE

[Louise Mushikiwabo : « Oui, il fallait remettre de l'ordre au sein de l'OIF »](#)

Jeune Afrique : Le Gabon puis le Rwanda... Comment abordez-vous cette nouvelle mission de l'OIF dans deux pays tournés vers le monde anglophone ?

Henri Monceau : Aujourd'hui, les organisations comme la Francophonie et le Commonwealth jouent un rôle économique essentiel. Il n'est pas question de jouer un match anglophones contre francophones, mais plutôt de comprendre que dans les interactions économiques, la langue et les facteurs culturels jouent un rôle important. [Le Rwanda se situe en Afrique de l'Est, une zone où la plupart des pays voisins sont](#)

anglophones. Faire partie du Commonwealth semble donc naturel.

Dans le même temps, ce pays, ancré dans le club anglophone, a décidé il y a quelques années de réinvestir dans la francophonie et de ne pas miser sur un espace unique. **Et c'est peut-être ce que fait le Gabon actuellement, d'une certaine manière.** Tous les États développent plusieurs stratégies en parallèle pour voir comment se positionner dans une économie globale. Avec cette nouvelle mission de l'Organisation, nous nous mettons au service de nos États et gouvernements membres pour intensifier les échanges économiques et commerciaux entre eux.

L'adhésion en parallèle de certains membres de l'OIF au Commonwealth, comme le Gabon et le Togo, ne constitue-t-elle toutefois pas une entrave au développement de l'espace économique francophone ?

Je ne vois pas de compétition ni de marchés que les uns prennent au détriment des autres. Ce sont des influences qu'il faut trouver dans une économie globalisée et c'est un jeu gagnant-gagnant. Personne ne peut prétendre que vous devez avoir une relation unique avec un espace unique. **Si l'on prend l'exemple du Gabon : ses exportations se font d'abord vers la Chine, ensuite les États-Unis et en troisième position arrive la France.** Certes, ces résultats sont liés à la structure économique propre au Gabon, mais vous ne pouvez pas considérer qu'il y ait une seule carte à jouer.

À LIRE

Le Gabon veut revendre des crédits carbone pour « 2 milliards de dollars »

Le plus important est que tous les acteurs jouent réellement leurs cartes et explorent le champ des possibles pour accroître leurs échanges économiques et commerciaux.

La mission de l'OIF sera rythmée par des activités de réseautage entre des grands groupes et des PME locales à Libreville et à Kigali. Quelles retombées attendez-vous ?

Pour nous, l'enjeu est clairement de permettre à des entreprises de découvrir de nouveaux marchés, de nouvelles possibilités de développement et, in fine, signer des accords. Tout comme nous l'avons réalisé en Asie il y a trois mois à peine, notre objectif est de concrétiser des accords entre différents secteurs d'activité, éventuellement au bénéfice d'une filière, avec notamment des débouchés d'exportation de matières premières ou simplement des accords de coopération commune pour que les entreprises puissent se développer.

NOUS ŒUVRONS À FAIRE EN SORTE QUE DEMAIN, IL Y AIT DES PROPOSITIONS AFRICAINES !

Concrètement, comment mesurez-vous l'impact des missions économiques de l'OIF sur la balance commerciale des pays visités ?

L'impact est avéré. Nous sommes repartis de la précédente mission en Asie forts de près d'une trentaine d'accords avec, dans un premier temps, plusieurs millions d'euros qui ont été engagés dans des transactions concrètes. Il n'y a rien de plus concret que cela.

À LIRE

L'Afrique est sous la menace de la stagflation, prévient la Banque mondiale

Les missions de l'OIF ne sont pas une simple conférence protocolaire. Nous sommes dans l'action et la mobilisation d'entrepreneurs et d'institutions. Avec 80 % de chefs d'entreprise et 20 % de représentants institutionnels, notamment des banques d'investissement, nous souhaitons faciliter les transactions et accélérer les travaux pour aider les entreprises à faire des affaires et à propulser la francophonie économique.

LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE DES PAYS FRANCOPHONES EN AFRIQUE EST TRÈS DIFFÉRENTE DE CELLE DES PAYS ANGLOPHONES

L'espace francophone représentant 16 % du produit intérieur brut mondial (PIB) et 20% des échanges mondiaux, quelles solutions pour booster davantage son potentiel économique ?

En effet, il existe un potentiel encore inexploité car plusieurs acteurs au plus haut niveau, parfois des États, n'ont pas pleinement mesuré le rôle de la langue comme actif économique. La raison d'être d'une organisation comme la nôtre est de remettre sur le devant de la scène les possibilités de diversification économique qui sont un enjeu clé pour la plupart des États. Il faut développer des propositions de valeur

spécifiques et originales, et qui s'inscrivent en rupture avec des propositions dominantes.

À LIRE

Viva Tech : malgré son retard, l'Afrique francophone s'affirme

Prenons l'exemple du numérique en Afrique, le but n'est clairement de ne pas devenir un simple marché pour les opérateurs et autres fournisseurs d'accès internationaux déjà bien installés. Nous œuvrons à faire en sorte que demain, il y ait des propositions africaines ! Et c'est grâce à l'interconnexion entre acteurs que cette évolution peut se confirmer.

Vous considérez le numérique comme l'un des secteurs prioritaires pour l'OIF. Vous avez adopté une stratégie, signé un partenariat avec Smart Africa et formé des jeunes. Mais, à ce jour, les start-up francophones n'arrivent toujours pas à rivaliser avec leurs consœurs anglophones. Pour quelles raisons ?

La structure économique des pays francophones en Afrique est très différente de celle des pays anglophones, particulièrement en matière d'absorption de la technologie. En Afrique francophone, on retrouve plutôt des PME basées sur des innovations apportées aux secteurs traditionnels. Là où nous retrouvons beaucoup plus d'entreprises technologiques en Afrique anglophone.

Les start-up francophones arrivent à se développer assez bien, mais ont du mal à passer à l'étape suivante et à mobiliser des financements qui vont leur permettre de s'installer réellement dans l'écosystème numérique. Du travail reste à accomplir, non seulement en termes d'investissement et de culture entrepreneuriale, mais aussi en ce qui concerne la culture d'investissement qui doit être stimulée.

À LIRE AUSSI

- > **JA** Rwanda : entre Francophonie et Commonwealth, retour sur une relation complexe
- > **JA** Ngozi Okonjo-Iweala : « Le développement de l'Afrique passera par le numérique »
- > [Classement tech 2022] Start-up, telco, Gafam... Les 30 personnalités qui font la transition numérique